

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 05/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE

Raffinerie de Provence
La Mède BP 90020
13165 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES CEDEX
13220 Châteauneuf-les-Martigues

SPR/CC/863-2024
Références : FR/JPP-D-1791-MRT-2023
Code AIOT : 0006401056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2023 dans l'établissement TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE implanté Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE
- Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006401056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La bioraffinerie TERF est située au Sud de l'Etang de Berre, au hameau de La Mède, sur la limite communale entre Châteauneuf-les-Martigues et Martigues.

Inaugurée en 1935 pour une capacité de traitement de 500 000 tonnes, l'ancienne raffinerie de Provence traitait, jusqu'à sa reconversion, de l'ordre de 8 millions de tonnes de pétrole brut par an. Elle est autorisée depuis 2018 à exploiter des installations de bioraffinage de carburants (bio diesel et bio naphtha), ainsi que des GPL, du propane et butane ; de l'AvGas (essence aviation) et de l'AdBlue (additif anti pollution).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- SGS – adéquation missions-moyens / incidents

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 53	Sans objet
3	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue du contrôle qui a porté sur l'organisation et les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité du site, des éléments de vérification complémentaire sont demandés à l'exploitant, notamment pour s'assurer de l'efficacité des mesures prises pour analyser et traiter les incidents survenus ces dernières années et éviter leur reproductibilité.

Par ailleurs, les suites données à l'inspection réalisée précédemment le 17/04/23 ont été examinées. Elles font l'objet de demandes de précisions complémentaires et d'engagements de l'exploitant sur la tenue des délais proposés pour mettre en œuvre les actions correctives prévues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Art 47 - Prévention des risques accidentels : dispositions générales
Prescription contrôlée : Article 47 de l'arrêté du 4 octobre 2010 L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : L'exploitant a présenté en salle de réunion les moyens humains, logistiques et financiers alloués à la sécurité des installations du site, notamment en termes d'évolution dans le temps, afin de vérifier l'adéquation "missions-moyens". La présentation des organigrammes des principaux services impliqués (incendie / maintenance / exploitation / quarts), des montants financiers et moyens alloués ne mettent pas en évidence de signaux d'alertes forts. Néanmoins, au regard des incidents qui ont été déclarés, signalés ou enregistrés dans la base de données interne au site qui a été examinée le jour du contrôle, il est demandé à l'exploitant de transmettre d'ici le 31 mars 2024 au plus tard à l'Inspection, une étude détaillée comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la liste exhaustive de tous les événements survenus sur le site depuis 5 ans (2019 à ce jour), ayant généré la perte de confinement de produits toxiques ou dangereux pour l'environnement au-delà d'une quantité supérieure à 200 kg ou ayant provoqué un incendie, le déclenchement de POI ou le dépassement des seuils de gestion des anomalies en termes de surveillance environnementale. Les méthodes de calcul ayant permis d'évaluer les quantités de produits libérées seront mentionnées dans le détail ;- l'évaluation de leurs conséquences environnementales et les moyens mis en œuvre pour limiter ou supprimer leurs effets sur l'environnement ;- l'analyse de leurs causes profondes mettant en évidence toutes celles qui permettent de relier les événements visés au 1er alinéa entre eux ; Dans tous les cas, seront mentionnés a minima pour chacun des équipements concernés son âge ainsi que les opérations de maintenance et d'entretien dont il a fait l'objet depuis 2019.- le retour d'expérience capitalisé en interne et au niveau du groupe Total ainsi que le détail des actions préventives et correctives qui ont été engagées ou qui sont prévues pour éviter la reproductibilité d'événements similaires ;- l'incidence (ou l'absence d'incidence motivée) de ces événements sur la cotation des événements initiateurs ou du niveau de confiance des MMR pour les phd concernés. Cette étude pourra faire l'objet d'une tierce expertise le cas échéant.
Observations : Tous les éléments d'appréciation sur l'évolution depuis 2019 des moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité du site, (organigrammes distinguant les salariés des prestataires missionnés, budget, nombre de salariés, ...), dont ceux présentés lors de l'Inspection, seront transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 2 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 53

Thème(s) : Risques accidentels, Art 53 : salle de conduite

Prescription contrôlée :

Article 53 de l'arrêté du 4 octobre 2010 »

« Dispositif de conduite. »

« Lorsque la dérive des paramètres de conduite du ou des procédés de fabrication ou production est identifiée dans l'étude de dangers comme susceptible de donner lieu à un ou des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, le dispositif de conduite des installations est conçu de façon à ce que le personnel concerné ait connaissance des dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

« Pour les installations concernées, sans préjudice des impératifs de protection de personnes, les salles de contrôle des installations ainsi que les dispositifs de conduite et de traitement des données sont protégés contre les effets des accidents identifiés dans l'étude de dangers susceptibles de les impacter, de manière à garantir leur caractère opérationnel et lorsqu'elles sont nécessaires à la mise en sécurité des installations.

Pour les installations régulièrement mises en service ou dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er juillet 2027

Constats :

Il a été constaté à l'occasion de plusieurs inspections réalisées depuis 2021 le dysfonctionnement du système de verrouillage de la porte du SAS donnant accès au bâtiment de la salle de contrôle.

Ce dysfonctionnement, qui avait été relevé lors de l'inspection précédente le 17/04/23 et qui a de nouveau été constaté à l'occasion de la présente Inspection, ne permet plus de garantir la protection du personnel et les dispositifs de conduite et de mise en sécurité des installations contre l'ensemble des effets d'accidents majeurs susceptibles de les impacter.

Il s'agit d'une non-conformité aux dispositions de l'article 53 de l'AM du 04/10/10 visé en référence. Dans son courrier de réponse du 18/07/23 faisant suite à l'inspection du 17/04/23, l'exploitant s'est engagé à changer les portes du SAS d'ici le 31/12/23. Sa réalisation effective sera confirmée à l'Inspection. Faute de quoi des propositions seront faites par l'Inspection pour qu'elle soit encadrée par un arrêté préfectoral de mise en demeure.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Art 68 : Entretien du matériel incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 »</p> <p>« Moyens d'intervention en cas d'accident. »</p> <p>« Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>« Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>« En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. »</p> <p>43-6. AM 03 10 10 - Consignes incendie.</p> <p>Des consignes, procédures ou documents précisent :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ; -l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ; -les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modes de transmission et d'alerte ; -les moyens d'appel des secours extérieurs et les personnes autorisées à effectuer ces appels ; -les personnes à prévenir en cas de sinistre ainsi que les numéros d'appel. » <p>43-3-9. AM 03 10 10 - L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>A la suite d'une fuite sur le réseau incendie survenue au niveau du bac A901 le 06/04/2023, une inspection a été menée le 17/04/23 sur le site TERF. Elle a fait l'objet d'un rapport d'inspection adressé à l'exploitant dans lequel il était demandé l'envoi de la procédure de contrôle des équipements incendie et les actions correctives prévues pour améliorer la disponibilité du réseau incendie. Des éléments de réponse à ces demandes ont été transmis par courrier de l'exploitant en date du 18/07/23. L'objet du présent contrôle est de faire le point sur les suites données par l'exploitant aux propositions reprises dans le courrier susvisé.</p>

Procédure de contrôle

Un plan de suivi et de contrôle des équipements composant le réseau incendie a été transmis à l'Inspection par courrier du 18/07/23. Il précise les équipements concernés, leur fréquence de contrôle et le service en charge de le réaliser, mais sans en préciser la nature. Cela constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 68 de l'AM 04/10/2010 visé en référence qui précise que l'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Ce programme de contrôle, qui doit être formalisé dans une consigne rattachée au SGS, doit être complété sous 30 jours en ce sens et précisé également (cf art 68 de l'AM du 04/10/10) :

- les modalités d'enregistrement des vérifications réalisées et des suites données
- les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance des moyens de lutte contre l'incendie (mesures compensatoires, conditions de mises à l'arrêt des installations...).

Actions correctives envisagées pour améliorer la disponibilité du réseau incendie

Les actions proposées par l'exploitant dans son courrier du 18/17/23 sont les suivantes :

- Intégration de la rationalisation du réseau incendie (élimination des tronçons et des équipements inutiles) lors des opérations de démantèlement : rationalisation réalisée pour l'ex-stockage de soude/GPL et l'ex-unité de l'alkylation. La rationalisation du réseau incendie pour l'ex-unité de DGO est planifiée pour fin 2023.
- Lancement d'une campagne de remplacement des vannes ¼ de tour sur les poteaux incendie identifiés suite à constat visuel
- En complément de la vérification semestrielle de l'ensemble des poteaux incendie, lancement d'une campagne d'inspection en préventif sur les poteaux incendie. Une commande de poteaux incendie neufs a été lancée pour en avoir d'avance en cas de besoin. La commande arrivera en août 2023. La campagne d'inspection sera lancée au troisième trimestre 2023 et durera jusque fin 2023.
- Remplacement en préventif de tronçons du réseau incendie en fonction de l'analyse de l'historique des fuites. 3 zones ont été identifiées et seront traitées suivant un plan pluri-annuel avec une enveloppe budgétaire de 150 k€ par an :
 - o Pour 2023 : Rue J Secteur Ouest : les travaux de remplacement ont été réalisés en juin 2023
 - o Pour 2024 : Etude de remplacement de tronçons du réseau Rue K Secteur Est
 - o Pour 2025 : Etude de remplacement de tronçons du réseau rue H Secteur Ouest
- Suite à l'étude réalisée par la société Canal de Provence (en annexe 1) sur les régimes transitoires, le projet de mise en place des bouteilles anti-pulsatoires a été validé. Les études initialement lancées ont dû être revues suite à un problème identifié de conformité des ballons anti-pulsatoires sélectionnés avec les spécifications de fabrication de Totalenergies. Les études revues sont en cours de finalisation pour une mise en service au premier trimestre 2024. Ce projet vise à améliorer la stabilité du réseau incendie et absorber les coups de bélier lors des démarrages des pompes et de la mise en service soit des équipements, soit des camions incendie.

L'exploitant confirmera sous 30 jours les actions et délais susmentionnés. Pour les mesures dont la mise en œuvre est prévue au-delà du 31/12/23, leur réalisation sera encadrée par arrêté préfectoral complémentaire, qui sera adressé ultérieurement à l'exploitant.

Concernant le remplacement en préventif de tronçons du réseau incendie sur les secteurs suivants : Rue J Secteur Ouest (fait en juin 23), Rue K Secteur Est (étude remplacement 2024) et rue H Secteur Ouest (étude remplacement 2025), les longueurs de tronçon concernés seront précisées et ramenées à la longueur totale du réseau incendie.

Il est possible que le calendrier proposé par l'exploitant ne soit pas validé en l'état et réduit par

l'Inspection au 31/12/24 pour l'ensemble des secteurs, sauf argument développé justifiant de difficulté de mise en œuvre.

Enfin, l'exploitant précisera dans le même délai (30 jours), les conclusions de l'analyse des causes de la limitation de débit constaté sur le scénario de feu de rétention du A503 lors de l'exercice du 14 juin 2023, les actions correctives prévues et leur calendrier de réalisation.

Type de suites proposées : Susceptible de suites